

Urgence du dialogue politique au Burundi

Communiqué de presse

John Kirby

Porte-parole du département d'État

Washington, D.C.

Le 20 août 2015

L'investiture qui a eu lieu ce 20 août au Burundi montre l'intention du parti au pouvoir d'ignorer la voix de sa population pour poursuivre son propre calendrier politique. Une investiture – sans un gouvernement représentant les nombreuses voix politiques du pays et sans dialogue global et ouvert à tous – ne résoudra pas la crise politique et sécuritaire que connaît le Burundi.

La crise burundaise, née de la décision du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat en violation des accords d'Arusha, n'est pas terminée. La situation gagne en instabilité et la capacité du président Nkurunziza à gouverner effectivement le pays reste menacée tandis que le Burundi se débat avec les retombées persistantes d'un processus électoral gravement entaché, la fermeture de l'espace démocratique, une économie en déclin et l'escalade de la violence.

Un dialogue politique ouvert à tous et global est la seule voie crédible pour rétablir la stabilité du pays et ménager aux Burundais une issue pacifique et consensuelle. Un tel dialogue pourrait commencer à restaurer la crédibilité démocratique du pays s'il permettait de réaffirmer les accords d'Arusha, rouvrir les organes de presse, libérer les prisonniers politiques et parvenir à une entente sur la poursuite du processus électoral. Les récentes violences et les assassinats ciblés montrent qu'il est urgent de relancer ce dialogue et de donner à toutes les parties

en présence une issue pacifique.

Les États-Unis soutiennent les démarches entreprises par l'Ouganda, au nom de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), pour renouer ce dialogue. Ils sont convaincus qu'une attention et un soutien sans faille de la part de l'Union africaine, des Nations unies et de tous les États de la région seront déterminants pour faire reculer le Burundi hors du précipice.